Briefing de presse après le Conseil de gouvernement (02.09.2022)

## Intervenants

* Xavier Bettel, Premier ministre, ministre d’État
* Claude Turmes, ministre de l’Énergie
* Journalistes

## Langues

* Français

## Transcription

[Xavier Bettel]

Bonjour mesdames et messieurs.

Nous avons eu un Conseil de gouvernement ce matin, qui vient de s'achever.

Nous avons discuté d'une série de points, que vous retrouverez dans le rapport écrit, mais il nous tenait à cœur et c'est pour cela que j'ai demandé à monsieur Turmes de faire un briefing cet après-midi, afin de contrer les soucis liés à la hausse des prix de l'énergie en ce moment et cela concerne un grand nombre d'entreprises, mais également, et surtout, beaucoup de citoyennes et de citoyens.

Cela a créé des peurs et nous voudrions communiquer à ce sujet.

Je dois vous dire que nous comprenons fort bien ces soucis et il faut les prendre très au sérieux, car ce n'est pas pour rien, si au mois d’août, j'avais déjà convoqué les partenaires sociaux pour des discussions bilatérales et je les ai invités au ministère de l'État afin d'avoir la possibilité de préparer en amont avec eux la prochaine tripartite.

Le gouvernement s'est réuni ce matin et nous avons discuté de la hausse générale des prix et surtout aussi afin de s'échanger sur les prix élevés de l'énergie.

J'ai décidé également, et monsieur Turmes est tout à fait d'accord, vous savez que ces dernières semaines, ces derniers mois et même aujourd'hui, le point COVID était à l'ordre du jour tous les jours et l'énergie sera dorénavant aussi à toutes les réunions à l'ordre du jour de notre Conseil jusqu'à la fin de cette crise liée à l'énergie également.

Nous savons que l'automne et l'hiver sont à nos portes.

Nous avons profité de l'été pour nous préparer à la saison plus froide.

La sécurité d'approvisionnement reste notre première priorité.

Le ministre de l'Énergie vous fera ensuite un bilan général et une appréciation complète aussi de la situation actuelle et précisera comment se passe la fourniture de gaz et de l'électricité pour les clients luxembourgeois, qui est notre situation plus particulièrement, et d'un côté le "Blackout" est la grande peur, qu'il n'y ait plus d'énergie du tout, puis encore un autre point très important: celui du prix.

Le fait est là. L'énergie doit rester abordable pour tout un chacun.

Et le gouvernement prévoit des aides efficaces et rapides et concrètes à tous ceux et celles qui doivent faire face à la situation actuelle. Nous le faisons et j'insiste sur ce point, comme déjà au printemps, en collaboration avec les partenaires sociaux.

Vous savez que le gouvernement et les partenaires sociaux se retrouveront le 14. Septembre, à la suite des réunions tripartite, qui ont eu lieu, pour discuter notamment des chiffres actuels.

Pour moi c'est une prémisse très importante, qu'au niveau de l'analyse nous serions tous d'accord sur le point de départ de nos échanges et j'ai informé ce matin le Conseil de gouvernement que j'ai bloqué le 18, 19 et 20 septembre déjà pour commencer à la tripartite officielle, à proprement parler.

Le dialogue social est un élément important du modèle de succès, de réussite au Luxembourg.

Bon, je ne veux pas maintenant citer différents pays, mais quand je regarde ce qui se passe en Europe, ici, au Luxembourg, quand même nous avons un modèle de succès qui a su une stabilité sociale et politique aussi.

C'est un facteur de compétitivité qui est très important. Il faut le dire.

Qu'il y ait de grandes manifestations, ou de grandes grèves, c'est quelque chose qui est vraiment la grande exception au Grand-Duché.

La paix social est garantie au fond par des mesures équilibrées et solidaires, discutées et décidées avec les partenaires sociaux pour prendre les décisions d'un commun accord.

C'est pourquoi la tripartite est l'un des instruments les plus importants dont nous disposons ici en tant que pays et ces dernières années, je n'ai pas toujours eu des tripartites faciles, mais je n'ai jamais abandonné le modèle non plus et il appartient à tous les partenaires de négociation d'utiliser cet instrument avec solidarité et prudence.

Si là on dit que ça ne fonctionne pas ou que la confiance a été rompue ...

Non. Le dialogue social fonctionne et les derniers rendez-vous que nous avons eus, c'était - d'après les commentaires que j'ai pu lire des uns et des autres - quand même établi sur une base de confiance.

Ce serait pour nous en tant que pays, qu'est le Luxembourg, une tragédie, si notre modèle social de la tripartite ne devrait plus fonctionner en temps de crise ou même être cassé complètement.

Je suis donc heureux que le gouvernement se soit mis d'accord avec les partenaires sociaux.

Pour vous, cela a amené l'une ou l'autre frustration, je le sais, car j'avais déjà annoncé lors de différentes déclarations que les négociations allaient se faire à la table de négociations.

Je comprends que vous aimeriez en savoir plus, avant des desiderata des uns des autres, mais cela rend plus difficile l'échange.

Si tout le monde rentre dans la réunion pour dire ce dont on ne veut pas absolument.

C'est déjà bloqué d'avance et cela n'aide personne, que ce soit au niveau des partenaires sociaux, les partis de la majorité de se profiler les Non ! Il s'agit surtout de créer de la confiance, d'avoir du respect les uns pour les autres pour essayer d'avancer ensemble dans ces négociations en vue de résultats positifs, je l'espère, et pour pouvoir les communiquer à la suite.

Il va sans dire que le gouvernement et la Chambre aussi devront assumer la responsabilité politique.

Les représentants politiques ont reçu le mandat de l'électorat, de diriger ce pays dans l'intérêt général.

C'est ce que nous allons faire.

Tout en essayant cependant, comme je lé déjà dit, de faire tout ce que nous pourrons pour trouver un accord dans la tripartite.

Un accord avec des aides concrètes pour les gens jusqu'à la classe moyenne.

Un accord qui assure à nos emplois notre prospérité à long terme et un accord, qui nous mènera en toute sécurité pendant l'hiver et au-delà.

Cependant, nous savons également que le Luxembourg seul ne peut pas résoudre cette crise.

C'est une utopie de croire que nous pourrons résoudre cette crise tout seuls. Nous sommes plutôt petit comme pays au niveau de la surface.

Nous sommes tributaires d'importations d'énergie du reste de l’Europe et une solution Europe est absolument primordiale pour avoir un quelconque contrôle sur les prix de l'énergie.

Le 9 septembre est un rendez-vous important. Monsieur Turmes pourra vous le décrire pour voir quelle est l'importance de ce Conseil extraordinaire de l'énergie qui se tiendra à Bruxelles.

Des négociations auront lieu lors de ce Conseil qui seront de la plus grande importance pour nous.

Ces discussions n'auront pas lieu au niveau des chefs d'État et de gouvernement, mais au niveau des spécialistes : les ministres de l'énergie.

C'est pour pourquoi nous avons eu aujourd'hui une longue discussion encore.

C'est la position luxembourgeoise que le ministre de l'Énergie devrait défendre à ce Conseil à Bruxelles le gouvernement s'efforce de trouver des solutions, qui, d'une part, entraînent une baisse des prix de l'énergie en Europe, sans, d'autre part, et monsieur Turmes l'a dit dès le départ, sans pour autant mettre en péril la sécurité d'approvisionnement de nos citoyens et des entreprises.

Sur papier, il y a peut-être des solutions simplistes, mais qui auraient par la suite des conséquences difficiles à comprendre et à suivre.

Il n'y a pas de tabou de principe pour le gouvernement luxembourgeois à ce niveau.

Il y a des annonces qui changent d'une semaine à l'autre. Nous savons que le marché libre ne peut fonctionner que dans des conditions libres et équitables.

Je suis un Premier ministre libéral devant vous aujourd'hui.

Mais il faudra qu'il y ait des conditions libres et équitables. Mais ces conditions libres et équitables sont fortement affectées par la crise en Ukraine et par conséquence, nous pouvons intervenir et interviendront également sur le marché libre, si cela est raisonnable et nécessaire parce que les conséquences de l'une ou l'autre décision pourraient avoir d'autres conséquences, je l'ai déjà dit en deuxième lieu.

Aujourd'hui, si on a eu un très bon article dans un grand quotidien luxembourgeois où cette analyse a été faite par rapport à des points où des propositions qui ont l'air bien sur papier, mais qui pourraient avoir des répercussions qui iront beaucoup plus loin.

Une taxe sur les bénéfices excédentaires pour les producteurs d'énergie au niveau européen est par exemple une idée que nous soutenons.

Nous en avons discuté.

Avec les revenus de cette taxe, les citoyens de toute l’Europe et aussi du Luxembourg pourraient être soulagés de manière additionnelle,

J'ai entendu le ministre à ce sujet ce matin.

D'ailleurs, je suis en train de mener des discussions à mon niveau aussi avec différents partenaires européens, afin de permettre une telle approche européenne commune.

J'étais à Paris cette semaine. J'ai parlé au Président français et à la Première ministre française.

À Paris, il y a eu des conversations productives et encourageantes pour être informé, pour savoir comment des pays plus grands qui produisent également, pour avoir assez ou non, mais ils sont tributaires quand même des autres aussi et quelle est leur analyse à leur niveau et alors l'envergure à ce sujet.

Bon, l'essence du journalisme était que je n'ai pas encore ce que vous voudriez à ce moment : les détails.

Il faut comprendre qu'à l'heure actuelle, nous ne pouvons pas donner de détails sur à quoi ressembleront exactement ces interventions ou taxes.

Quelles sont les discussions complexes ?

Quelle serait éventuellement la taxe sur les bénéfices excédentaires?

Des discussions complexes et techniques où comme je l'ai dit, nous voulons également garantir que la sécurité d'approvisionnement du Luxembourg ne soit pas menacé et le ministre de l'Énergie devra avoir une certaine marge de manœuvre.

Le but est d'en arriver là aussi à un compromis.

Donc, un résumé, si vous le permettez : la tripartite sera l'endroit où ces discussions détaillées auront lieues pour savoir comment l'économie luxembourgeoise, les citoyens luxembourgeois pour avoir ...

Trouver des soulagements avec les moyens à notre disposition. Comment les emplois pourront être préservés ?

La prospérité aussi et que l'énergie ne devienne pas un luxe.

On ne peut pas se permettre que se chauffer dépend, ici au Luxembourg, de votre salaire et donc des réformes sont prévues.

Après de manière générale, pour ce qui est d'une réduction de la consommation d'énergie et c'est une très belle transition, non pas énergétique, mais de parole à le ministre d'Énergie, monsieur Turmes.

[Claude Turmes]

Merci beaucoup monsieur le Premier ministre.

Merci à vous, tous et toutes, d'avoir pu nous rejoindre aujourd'hui.

Tout d'abord, je voudrais faire un point sur la sécurité de l'approvisionnement.

Quand Poutine a commencé sa guerre en Ukraine, en Europe, nous étions mal positionnés par rapport au gaz.

Nous nous trouvions dans une situation où 30, 35, certaines années même 40% des importations provenaient de Russie, et alors la peur justement que Poutine utilise le gaz comme élément faisant partie de ses efforts de guerre et que nous du côté européen, et bien, pour être honnête: en janvier, février, on n'était pas bien positionnés du tout.

Qu'est-ce qu'on a fait à l'époque ? À l'époque, j'ai investi beaucoup d'énergie justement pour en arriver là, et bien, en un temps record, nous avons créé un règlement européen pour que les réserves de gaz soient remplies en Europe.

Pour vous donner une idée de l'ordre de grandeur.

Maintenant, Gazprom, qui avait 40 à 50% des réserves de gaz en Autriche, aux Pays-Bas et ailleurs.

Gazprom a été exproprié, alors qu'ils étaient majoritaires dans le stockage de gaz et ils ne sont plus là, mais les stocks ont été remplis à nouveau. Donc nous sommes dans une situation beaucoup plus favorable.

Notamment l'Allemagne, qui a été évidemment exposé, mais aussi l’Autriche et les Pays-Bas où ils ont vraiment fait leurs adaptations.

Avant cela, il fallait bien évidemment parvenir à créer collectivement ce règlement européen de gaz et notre responsabilité luxembourgeoise dans le cadre du stockage de gaz a été assurée également.

Nos vendeurs de gaz ont contribué leurs 15% de parts de leurs ventes globales pour les faire passer dans les stocks ou différents endroits pour contribuer réserves et notre effort en la matière a été fourni.

Deuxième élément dont nous avons besoin pour passer l'hiver, c'est la campagne des 15% de réduction de consommation de gaz.

Je vais vous donner quelques éléments concernant le Luxembourg.

En une semaine pratiquement nous avons pris cette décision au niveau européen et depuis lors tous les pays ont été très conséquents dans la mise en œuvre pour en arriver à ces 15%, respectivement, et un domaine où nous voulons effectivement avancer encore, nous devrons travailler plus intensément : la plateforme d'achat de gaz.

Et bien, cela fait l'objet de discussions avec la Commission pour avoir un fonctionnement plus professionnel encore.

Pour ce qui est du gaz, il faut comprendre que nous sommes dans un marché de gaz belgo-luxembourgeois.

Nous avons des accords très, très étroits avec le gouvernement belge.

Il y a un "Standing gas crisis committee", qui se retrouvent régulièrement et avec les belges, notre plan d'urgence gaz a été discuté dans tous les détails pour qu'il y a un rapprochement maximal aussi avec eux.

Avant d'en parler de la campagne d'économies, quelques remarques concernant l'électricité.

L'électricité a été ajoutée comme domaine à souci.

En février, mars, cette année - ce n'est pas encore tout à fait clair - deux facteurs se sont ajoutés, qui n'étaient pas encore clairs à l'époque.

Ce qui était clair à l'époque, c'est que si le gaz est moins disponible, puisque, selon les pays, on a environ 20% de l'électricité produite via le gaz, et bien, nous n'aurons peut-être pas tout le gaz nécessaire à notre disposition. Il devient plus cher, mais ce qu'on ne savait pas, c'est que par l'effet climatique, on allait avoir un été aussi sec.

Certains pays - l'Espagne, le Portugal - mais de manière plus pertinente aussi en Scandinavie, il y a eu extrêmement peu de pluie et donc les centrales hydrauliques en Scandinavie ont généré moins d'électricité.

Avant, ils fournissaient de l'électricité pour les marchés en Europe. Cet hiver ce ne sera pas le cas et un troisième facteur qui n'était pas encore clair en février : malheureusement, il est devenu plus clair que la France a un grand problème de corrosion dans ses centrales nucléaires et la France ne parviendra probablement pas à relancer les réacteurs qui souffrent de corrosion pour les relier à niveau au réseau. Donc, il faudra voir clairement quelle est la conséquence et la réalité de la production en janvier, février, mars pour ce qui est la génération d'électricité en France quand il fera plus froid.

J'ai passé beaucoup de temps au téléphone ces derniers jours avec les Allemands.

Les Allemands font un "Strom-Stress-Test".

Un stress-tests électricité avec certaines hypothèses concernant la France et d'autres pays et ce que nous avons pu faire via les discussions de ces derniers jours, c'est que le stress-test allemand en matière d'électricité sera reflété au niveau européen immédiatement et la ENTSO-E, le rassemblement des distributeurs vont créer des scénarios pour voir combien d'électricité on aura en hiver.

Est-ce qu'il y aura suffisamment d'électricité ou pas ?

Et d'ici vendredi, on espère avoir plus de clarté pour savoir si au niveau de l'électricité, il faudrait lancer une campagne d'économies similaire en Europe à celle du gaz.

Et alors pour ce qui est le Luxembourg, nos 15% de campagne de réduction de consommation énergie ou gaz, en l'occurrence, a été très, très bien préparé cette dernière semaine, durant tout l'été déjà, avec des discussions individuelles, avec la Task force du gouvernement, six ministères sont impliqués.

Hier, nous avons encore réglé l'un ou l'autre détail et aujourd'hui, au Conseil de gouvernement, nous avons adopté ce plan.

Mais ce plan sera présenté la semaine prochaine, jeudi.

Ce qui est important ici, c'est lorsqu'on lance une campagne d'économies de consommation, toutes les personnes doivent être adéquatement motivées et l'État et les communes vont donner l'exemple et nous serons très conséquents dans la mise en oeuvre de ces économies et alors évidemment, l'économie devra suivre et la bonne nouvelle, c'est que l'UEL, la Chambre de de commerce, la Chambre des métiers, d'FEDIL, tout le monde est d'accord pour contribuer de manière adéquate et constructive à la suite des discussions et puis, évidemment, aussi une campagne pour les citoyens et citoyennes et tout cela sera présenté la semaine prochaine, jeudi.

Entre-temps, nous avons pu mener de nombreuses discussions avec nos fournisseurs pour savoir comment eux voient l'évolution des prix du gaz et des prix de l'électricité et la semaine prochaine nous aurons encore un tour de discussions additionnel avec nos fournisseurs de gaz et d'électricité pour faire le point de manière tout à fait actuel.

Ce qui est important de savoir, ce qu'ici au Luxembourg, nous avons un des meilleurs systèmes où personne n'est mis à l'écart.

Il y a une coopération des fournisseurs avec les autorités sociales et la semaine prochaine on veut voir si le système tient vraiment de bout en bout. Est-ce que le réseau social fonctionne bien ou des améliorations sont-elles encore nécessaires à court terme ?

Le souhait des syndicats, tels que nous les avons entendus la semaine dernière, était de recevoir plus de détails sur la situation de la sécurité de l'approvisionnement et de la campagne aussi d'économies.

C'est ce que nous faisons encore cette semaine.

Donc, jeudi, vous aurez plus de détails et puis évidemment cette semaine-là est très importante, puisque vendredi, il y aura justement le Conseil extraordinaire de l'énergie pour faire le point au niveau de la sécurité d’approvisionnement pour le gaz.

Je crois que nous avons bien avancé. Je voudrais surtout souligner le fait qu'il y a une plateforme commune d'achat.

Cela ne tourne pas encore suffisamment bien. C'est important d'améliorer cela. Il faut savoir où nous en sommes avec l'électricité, enfin entendre des Français combien ils pourront réellement amener à la table, si vous voulez, ou mettre dans les réseaux de distribution l'hiver et puis il y aura une discussion sur les interventions éventuelles au niveau du marché, comme monsieur le Premier ministre l'a dit, un marché n'est pas une fin en soi dans cette situation de crise.

Il y a des anomalies évidemment et nous devront intervenir et si nous le faisons, il faudra le faire de manière à éviter de créer plus de dégâts que de bien.

La commission est en train d'élaborer des propositions concrètes.

Hier, j'ai eu un entretien téléphonique avec les responsables du dossier.

Au niveau de la presse internationale et dans une station de radio à Luxembourg, vous avez entendu ou lu les premières idées.

Vous savez comment ça fonctionne à Bruxelles : dès qu'il y a un document, il y a un "leak" et les premières informations sont divulguées.

Ce que nous retrouvons dans la presse internationale est plus ou moins ce que nous pensons est effectivement l'orientation à prendre : oui, pour des interventions, mais des interventions qui ne devront pas mettre en péril la sécurité de l'approvisionnement et un pays tel que le nôtre qui a 100% du pétrole, 100% du gaz à importer et 70, 75, 80%, parfois plus, de l'électricité à importer également, il est extrêmement important d'avoir des frontières ouvertes et juste pour vous donner un exemple : un des modèles que l'on a essayé de faire intervenir au niveau du marché, c'est l'Espagne et le Portugal.

Le prix des centrales à base de gaz a été soumis à un maximum et le gouvernement portugais et espagnol paie la différence. Donc il y a une réduction des prix du coup dans les deux pays.

Mais l'Espagne et le Portugal n'ont jamais exporté autant en France que là et le ministre des Finances espagnole a dit : voilà, moi, je mets autant d'argent à disposition et j'aide indirectement les français et les espagnols ont décidé hier qu'il y aura 0% d'exploitations en France.

Donc, il y a un marché intérieur en Europe qui est là pour que les pays les uns les autres et maintenant on intervient là avec le comme résultat qu'on ferme des frontières et c'est exactement ce que nous devrons éviter vendredi prochain.

Il nous faut des solutions. Des solutions qui au bout du compte permettent de laisser les frontières ouvertes.

Si nous n'y parvenons pas, nous risquons effectivement de créer des crises d'approvisionnement et c'est ce qu'il faut éviter et en tant que Luxembourg nous apporterons à des contributions constructives dans les discussions et cela obtient maintenant une dimension qui ne concerne pas que la politique de l'énergie. C'est une discussion qui retourne au niveau des Premiers ministres et c'est très bien que nous soyons aussi bien coordonnés. Nous deux avec nos équipes. Merci.

[Journaliste]

Marc Hoscheid de RTL Télé. Monsieur Turmes, vous avez dit les stocks de gaz sont bien remplies, plus ou moins 80%, mais c'est un petit peu abstrait.

Concrètement, si les Russes ferment le robinet demain, combien temps pour nous tenir au Luxembourg avec ses réserves ?

[Claude Turmes]

Alors, il ne faut pas commettre l'erreur et au niveau européen, on ne l'a pas fait non plus, et bien ce ne sont pas les stocks de gaz en Allemagne pour l’Allemagne, les stocks de gaz en France pour la France et aux Pays-Bas pour le Pays-Bas. Non. Si on faisait ça, là on est une proie facile pour Poutine.

Alors, ce qu'on a vraiment fait vouloir de manière proactive, c'est que les stocks de gaz seront utilisés collectivement et les stocks de gaz allemands - et bien des entreprises luxembourgeoises ont de stocks de gaz en Allemagne, des entreprises autrichiennes ont de stocks de gaz en Allemagne, des entreprises allemandes ont des capacités de stockage de gaz en Autriche, des entreprises françaises aux Pays-Bas.

Donc pourquoi est-ce une bonne chose? Cela nous donne plus de résilience au niveau commun.

Il ne faut pas faire analyse au niveau d'un stock individuel.

Il faut voir des capacités de stockage dans les différents pays. On peut les relier, d'ailleurs, et les importations d'LNG additionnellement que nous aurons via Zeebrugge, Rotterdam et bientôt aussi en Allemagne.

[Journaliste]

Mais vous avez parlé de la situation pour l'électricité - une éventuelle pénurie.

Quelles sont les répercussions sur l'électromobilité ?

Est-ce que vous encouragez les citoyens à passer une voiture électrique ou garder les moteurs à combustion un peu plus longtemps ?

[Claude Turmes]

Et bien, ça c'est évidemment une question très difficile.

Ce qui me fait beaucoup de peine, c'est de voir maintenant quelle est l'évolution du changement climatique.

Au Pakistan, 30 millions de personnes - je répète 30 millions de personnes - sont concernées et ils ont perdu leur chez soi dans trois, quatre semaines à l'impact du changement climatique.

J'espère que cela répond aussi à votre question. Il est clair : tout ce que nous faisons maintenant, devra en aucun cas ralentir la transition écologique et climatique. Au contraire : ça fait partie de notre stratégie, ici au Luxembourg.

Dans les semaines à venir, nous allons travailler pour avoir plus et plus rapidement le solaire, plus et plus rapidement des éoliennes.

Tous les Premiers ministres de la mer Baltique se sont réunis la semaine dernière à l'invitation du Danemark pour que les capacités éoliennes offshore soient multipliées par 7 pour avoir assez d'électricité pour toutes les voitures électriques et l'électromobilité doit avancer encore plus.

[Journaliste]

Une dernière question pour monsieur Bettel.

Les négociations ne sont pas amenées sur la place publique. Il faut être d'accord avec les partenaires sociaux. Les deux présidents de partis, et bien ... ont soutenu les exigences des verts.

Vous ne parlez pas entre vous dans la coalition ?

[Xavier Bettel]

Non, on parle beaucoup et ça fonctionne très bien. Où alors monsieur Turmes ?

[Claude Turmes]

Monsieur Bettel a raison. Voilà.

[Journaliste]

David Marques, Le Quotidien.

Pour reprendre ce point-là, on a l'impression que l'exclusivité des négociations réside seulement auprès du gouvernement et les partenaires sociaux.

Voulez-vous éviter que les autres partis ou la Chambre s'impliquent ?

On parle de la séparation des pouvoirs.

Vous voulez réduire le débat qui pourrait avoir lieu ?

[Xavier Bettel]

Non, il ne s'agit pas du tout de ça. Le fait est que de par les prix de l'énergie, le mécanisme de l'index a reçu un turbo.

Nous avons pris l'engagement dans une première tripartite avec les partenaires sociaux encore cette année.

On n'avait pas prévu qu'il y aurait encore une deuxième tranche d'indexe avant la fin de l'année.

Nous sommes conscients du fait que la situation est telle qu'en ce moment pour le citoyen la hausse des prix est une réalité très sévère.

Nous savons que les prix de l'énergie et les factures d'énergie vont augmenter dans les semaines et mois à venir et pour nous une des prémices de ne pas avoir une deuxième tranche d'indexe à tomber, mais d'avoir surtout la hausse du coût de la vie qui augmente de manière aussi drastique.

C'est un facteur pour se retrouver autour d'une table de négociations avec les partenaires sociaux.

Nous avons signé quelque chose, mais je vois vous dire que c'est très difficile, très difficile, pas seulement politiquement, aussi socialement et humainement, c'est très difficile d'expliquer aux gens si tout devient plus cher : les prêts deviennent plus cher, l'énergie plus chère, le chauffage plus cher, l'essence plus chère, la nourriture plus cher - tout devient plus cher !

Et alors le mécanisme que nous avons ici au Luxembourg où on trouve une certaine compensation, trouverait 0% d'application.

La réponse sera préparée ensemble avec les partenaires sociaux.

Mais d'un côté nous devons préserver les emplois, mais d'un autre côté aussi, essayer de ne pas compenser la qualité de vie ou garantir, mais quand même faire tout ce que nous pouvons pour que la qualité de vie reste aussi favorable que possible.

Une période difficile nous attend. Nous le savons et notre rôle en tant que gouvernement est de trouver un équilibre pour ne pas créer à la suite une crise de l'énergie, une crise sociale en plus au Luxembourg et c'est une pure compétence du gouvernement de négocier tous ces points-là.

[Journaliste]

Mais au niveau du timing : les factures explosent déjà pour le gaz à partir d'octobre.

Quand on sait quelle est la longueur des procédures de négociations de la tripartite et alors l'exécutif après, vous n'avez pas peur et c'est un petit peu l'idée de "déi gréng" de cette semaine, le facteur "temps" pour que cela n'intervienne pas trop tard pour avoir vraiment un soutien à la population en temps utile ?

[Xavier Bettel]

J'ai un rendez-vous le 14 septembre. Il n'y a pas plus rapide et j'ai bloqué trois jours juste après pour avoir la tripartite et j'ai bloqué trois jours, mais cela pourra être plus aussi.

Moi, je serais content, si nous pouvions trouver un accord le plus rapidement possible.

C'est une question de responsabilité de tous les partenaires.

Je dis bien tous les partenaires, pas seulement les syndicats, aussi le patronat et le gouvernement, donc les représentants politiques.

[Journaliste]

Laurent Schmit, Reporter.lu.

C'est un petit peu la question aussi quelles seraient les mesures pour soulager un peu la population.

Est-ce qu'on a fait le point avec la ministre des Finances peut-être pour savoir quand et comment un contre-financement est envisagé, en augmentant des taxes ailleurs, pour compenser ... Où en sont les discussions ?

[Xavier Bettel]

Et bien, on a connu des périodes budgétaires plus agréables évidemment.

Le gouvernement doit prendre ses responsabilités et voir quelle seraient dans la mesure du possible les aides.

Ne m'en voulez pas - je n'ai pas encore de chiffres. Je n'ai même pas encore entamé les discussions avec les partenaires sociaux.

Ces discussions auront lieu justement, alors que la situation budgétaire sera à présenter avec madame Backes et les partenaires sociaux pourront avoir le même point de départ déjà pour savoir quel est le point de départ, quel est le potentiel, quelles sont les éventuelles aides.

Ne m'en voulez pas : je ne peux pas discuter aujourd'hui de ce qu'il pourrait y avoir comme avoir comme changement au niveau des coûts et des compensations et vous demander en plus si on peut compenser par d'autres taxes. Donc, ça c'est toujours pour moi la dernière solution.

Il y a un grand nombre d'autres solutions qui se présentent avant cela.

Un premier élément très important d'ailleurs, un rendez-vous ... personne n'a posé de questions à ce sujet, monsieur Turmes, ça l'arrange, mais il y a une campagne pour l'économie d'énergie aussi la semaine prochaine.

Il ne faut pas réduire son importance.

Le but n'est pas de voir après, quelles seraient les aides financières pour utiliser le même volume d'énergie. Non !

Le but est de parvenir tous et toutes par l'effet de solidarité déjà parmi nous, là où ce n'est pas absolument nécessaire, également à faire un effort additionnel et ça va d’A à Z.

On peut se demander : est-ce que je vais faire ceci ? Est-ce que je peux le faire différemment ou ne pas le faire du tout ?

Et à ce moment-là - excusez-moi si je le dit - pas seulement pour des questions climatiques, mais aussi pour des raisons climatiques, évidemment, et bien d'autres habitudes à prendre, mais pour avoir des réunions à ce sujet et des solutions en plus et la réunion de la semaine prochaine a prévu cela.

L'objectif est que le plus grand nombre possible d'éléments soit fait sur une base volontaire.

Tout le monde doit comprendre qu'il ou elle fait partie de la solution.

On ne veut pas adopter des lois pour imposer des choses ab initio.

On veut emmener la population pour dire "ensemble nous pouvons déjà produire des résultats pour pouvoir éviter éventuellement des contraintes par la suite".

[Claude Turmes]

Puis encore une question pour monsieur Turmes : qu'en est-il des fournisseurs d'énergie qui vont quand même avoir des contraintes de "cash flow" assez importantes.

À l'étranger on a déjà des fournisseurs qui ont dû être sauvées par des mesures d'État ou un acteur qui a disparu au Luxembourg. Qu'en est-il?

[Claude Turmes]

Et bien, c'est un problème très sérieux que nous discutons avec les fournisseurs régulièrement. Nous faisons régulièrement le point avec eux.

Est-ce qu'il y a des problèmes dans tel ou tel domaine ?

Avec le gouvernement, nous avons commencé des discussions concrètes. À la tripartite, nous avons la liquidité de 500 millions pour les entreprises et nous sommes en train de voir, lorsqu’une nécessité devait voir le jour, comment ce fonds pourrait être utilisé pour une entreprise d'énergie qui aurait des problèmes de liquidités.

Nos entreprises - et je dois vraiment le leur dire, sous forme d'un grand merci - nos entreprises sont gérées de manière sérieuse et nous lisons dans la presse autrichienne ...

Il faudra voir par la suite, quel genre de transaction était mentionné, là.

Et bien, nous avons cela sur notre radar.

Nous avons, en cas de nécessité, un instrument prévu à cette fin et nous sommes en contact permanent avec nos fournisseurs pour savoir si éventuellement ils ont un problème ou non.

[Xavier Bettel]

Monsieur Wiltgen.

[Journaliste]

Sydney Wiltgen du Tageblatt.

Une question pour vous monsieur le Premier ministre.

Vous dites que tout cela devrait être décidé en collaboration avec les partenaires sociaux, mais avant, il y avait déjà une table d'énergie.

Pourquoi ce n'est pas une option maintenant ?

[Xavier Bettel]

Cela aurait pu être une option. Ici, on a le fait que nous savons déjà que l'index est soutenu par les prix de l'énergie évidemment et la réponse ne peut pas seulement être "énergie ou index". L'un a un lien avec l'autre.

Pour moi, il est important d'avoir une proposition commune à élaborer avec les partenaires sociaux pour voir comment au fond le coût lié à cette hausse peut être réduit à un minimum possible.

L'un est lié à l'autre - tout simplement. L'un est lié à l'autre et pour moi, il était important que les partenaires sociaux sont à nos côtés lors de l'"Energiedësch", table d'énergie.

Certains auraient aimé être là aussi, mais pour nous, il était important à l'époque avec les providers, les fournisseurs, d'avoir un échange.

C'était très informatif et très important.

Et c'était déjà bien longtemps avant l'aggravation de la crise évidemment.

Mais je préfère avoir trop, plus de dialogue social que ne pas assez.

[Journaliste]

Question pour monsieur Turmes. La question avait déjà abordé par le collègue de RTL.

Si la Russie arrête les livraisons de gaz, comment s'en sorti le Luxembourg ?

Si on ferme le robinet complètement - qu'est-ce qui est prévu ?

[Claude Turmes]

Et bien, il y a des pays qui sont exposés plus fortement par rapport à cette fermeture du robinet de la Russie : Slovaquie, Autriche, Allemagne.

Des pays moins exposés : Pays-Bas, Belgique, Luxembourg, puisque nous sommes directement positionnés à côté de Zeebrugge, Rotterdam pour les livraisons de LNG avec les infrastructures déjà existantes.

Donc nous avons été moins concernés que l'Allemagne, mais si l'Allemagne devait être extrêmement concerné, cela aurait des répercussions. Je vous donne un exemple: si la BSF à Ludwigshafen ferme, je ne sais pas si Robin, Dupont où les autres usines chimiques recevront encore leurs matières premières chimiques.

Donc, il en va d'un intérêt commun d'être vraiment solidaires dans la gestion de la crise du gaz et je dois dire que parfois l'Europe est un petit peu lourde et lente, mais pour la crise du gaz en deux mois, nous sommes parvenus d'élaborer un règlement sur les stocks de gaz et sur cette base-là, Gazprom a été exproprié et les stocks de gaz sont remplis à une très large mesure et en une semaine, une campagne d'économies de consommation de gaz de 15% été élaborée.

Nous allons maintenant la mettre en œuvre et si la plateforme d'achat de gaz fonctionne encore mieux dans un avenir proche, et bien, le chantage de Poutine ne prendra plus parce que nous aurons suffisamment de gaz et il restera encore le problème du prix du gaz, mais bien, si les marchés ont la certitude que les stocks de gaz sont suffisants, il y aura une tendance à la baisse déjà pour les prix et depuis deux, trois jours, ça c'est intéressant, le pic que nous venons d'avoir ... Qu'a fait la Russie la semaine dernière ?

La semaine dernière, ils ont sorti le gros bazooka : "Nord Stream 1" avait soi-disant de nouveau un problème technique et la "Nord Stream 1", c'est le gazoduc le plus important, c'est vraiment la menace maximum de mettre ça à 0 et Gazprom a promis des livraisons de très grand style à Engie France-Belgique.

Et bien, ils ont mis à 0 les contrats. Donc les marchés se sont écroulés la semaine dernière.

Il devait y avoir une hausse des prix à l'infini.

Les marchés ont augmenté évidemment, mais depuis qu'il est clair et c'était d'ailleurs la déclaration du Chancelier fédéral d'Allemagne Olaf Scholz et la publication de la part de la Commission avec les niveaux de remplissage des stocks de gaz et le résultat, c'est que les Allemands, en un temps record, à Wilhelmshaven, sont en train de créer ce terminal de gaz liquide et ce qui a eu comme conséquence que les prix du gaz ont déjà chuté.

Cela montre à quel point il est important de travailler ensemble, d'être conséquent et rapide dans la mise en oeuvre les mesures.

Pour le gaz, ça a été fait. Ici, pour l'électricité, cela deviendra un problème. Je suis convaincu que vendredi prochain, nous aurons déjà une série de bonnes mesures à prendre comme par exemple une campagne européenne de réduction de la consommation d'électricité et quelques nouvelles mesures pour le marché de l'électricité.

[Journaliste]

Pour en revenir au niveau national. Est-ce que ce ne serait pas une possibilité ... vous dites "intervenir dans le marché serait une possibilité".

Est-ce qu'on n'aurait pas la possibilité d’utiliser les réserves des stocks de gaz au Luxembourg pour réduire déjà un petit peu le prix de manière ra transitoire jusqu'à ce que des mesures de la tripartite pourraient prendre ?

[Claude Turmes]

Il faut savoir que les stocks de gaz sont là pour assurer la sécurité d'approvisionnement.

Mais les volumes des stocks de gaz ont été achetés à un certain prix et au niveau des factures que Enovos ou SUDenergie vont émettre pour le prix et bien, ces quantités sont inclus dans le prix.

Donc si nos fournisseurs n'avaient pas rempli leurs stocks de gaz à un moment où le gaz était moins cher, et bien, le prix maintenant serait encore plus élevé.

Nous parlons d'une hausse de 70, 80%.

Au niveau du marché, le prix avait augmenté de 400 ou 500%.

Le fait est que les entreprises ont une responsabilité lors des achats pour les mises en réserve dans les stocks de gaz.

Alors il y a l'opérateur du stock de gaz et puis il y a le fournisseur de gaz qui est obligé de de fournir les volumes.

Il y a une obligation via un règlement européen aussi et cela aide pour avoir 70, 80% de la sécurité d'approvisionnement et 10 à 20%, c'est au moment du remplissage du stock de gaz, d'avoir alors un meilleur prix comme maintenant où il faudrait éventuellement l'amener au marché et donc cela aussi a un effet de réduction de prix et c'est le cas pour le Luxembourg.

Donc les hausses que nous avons vu pour Enovos et pour SUDenergie, et bien, c'est déjà réduit en partie liée au fait que le gaz a été stocké à un moment plus favorable.

[Journaliste]

Bonjour, Fränz Aulner pour RTL Radio.

On a couvert un grand nombre de matières. Peut-être pour reprendre un autre point, pour ce qui est l'index, vous avez dit "application 0% de l'indexation, cela ne fonctionne pas non plus" et alors si la prochaine tranche tombe avant avril 2023, elle sera alors remise à avril 2024 ou est-ce qu'il y a une modification possible par rapport au dernier accord ?

Par exemple qu'elle sera payé en décembre 2023 quand même encore. Est-ce que c'est une option qui est au moins sur la table ?

[Xavier Bettel]

Je négocie avec les partenaires sociaux. Je le dis une fois de plus.

[Journaliste]

Vous avez dit ...

[Xavier Bettel]

Donc on peut parler d'avis personnel, mais les negotiations se font en tripartite avec les partenaires sociaux, pas ici.

[Journaliste]

Bon, question suivante par rapport à la proposition européenne.

Vous soutenez celle qui est sur la table maintenant.

Comment faut-il comprendre ce que vous avez dit qu'il faudra créer une maximalisation du prix, donc un niveau maximal imposé d'un côté et garantir la sécurité de l'approvisionnement le côté ?

Est-ce que le prix doit devenir plus cher pour que nous ne consommons pas trop ? Est-ce que c'est ça la réflexion ?

[Claude Turmes]

Non.

Non. Non, ce n'est pas le lien à ce niveau-là, non.

Je vous ai donné l'exemple de l'Espagne et du Portugal.

Une mesure a été prise, mais elle aide un petit peu l’Espagne et le Portugal, mais détruit le marché intérieur en France. C'est quand même désastreux à un moment où la France aurait besoin des pays voisins, d'avoir alors un pays qui pourrait fournir 5,6,7% qui dit "ah non, on arrête les livraisons".

Là, il faut vraiment faire attention pour ne pas procéder à des interventions qui vont créer une fermeture des frontières.

C'est un petit peu une politique comme au début de la crise COVID.

Si on arrive à un système où tout le monde essaie de faire valoir uniquement l'intérêt national et de se couvrir ...

Lors de la période COVID, on a appris que nous sommes devenus vraiment bon, lorsque des solutions européennes ont été trouvées pour la crise COVID : les achats communs, la réouverture des frontières, ...

Et pour l'électricité et le gaz, c'est essentiel. Si au niveau du marché du gaz - le jour où - je ne sais pas - la Belgique et les Pays-bas ne livrent plus à l'Allemagne, l'Allemagne sera fortement fragilisée et cela aura des répercussions. Nous devons trouver une solution qui réduit la hausse des prix, mais qui assure en même temps la sécurité de l'approvisionnement.

[Journaliste]

Vous avez dit "voilà, une solidarité en fait entre les pays de l'union européenne" et vous demandez de la solidarité aussi par rapport aux mesures d'économies.

Est-ce que des pénalités sont prévues pour les personnes qui ne les respectent pas ?

Je laisse les lampes allumées où je chauffe ma piscine ou des entités industrielles qui ne jouent pas selon ses règles où en Europe aussi ?

Bon, le Luxembourg n'est pas le plus petit des consommateurs. Pourquoi devrions-nous compter sur la solidarité d'autres pays qui font plus d'efforts que nous ? Est-ce que des mécanismes de défense sont prévus ?

[Claude Turmes]

Et bien, il y a deux phases au niveau du plan européen. Une première phase avec des mesures volontaires pour réduire la consommation de 15%.

C'est la phase actuelle qui a été entamée et si les 15% d'économies volontaires devaient pas être suffisantes ou alors s'il y a des problèmes au niveau des livraisons de gaz, la Commission européenne pourrait faire une proposition.

Il faudrait une majorité des ministres de l'Énergie pour rendre les mesures contraignantes.

Ici au Luxembourg, nous sommes préparés.

La première phase est volontaire et vous verrez la semaine prochaine jeudi que c'est un plan très réussi.

Élaboré avec un grand nombre d'acteurs pour réussir à obtenir ces 15% et puis nous avons prévu aussi que de par un règlement grand-ducal différentes mesures pourraient être rendues obligatoires et alors il faudra prévoir que si cela ne devait pas fonctionner, on pourrait arriver à une situation où il faudra bloquer des accès ou fermer les robinets. Ce serait un plan a élaborer pour d'ici fin septembre et à remettre alors à Bruxelles aussi.

C'est une donnée qui sera discutée vendredi.

Jusqu'ici on parlait des économies de consommation de gaz. Si vendredi tout le monde est d'accord qu'il faudra faire des économies pour l'électricité aussi, il se pourrait qu'on ait des éléments "électricité" ajoutés au plan d'économies.

Mais cela se fait de manière conséquente.

Nous sommes dans la première phase volontaire.

Mais le Premier ministre a déjà lancé un appel très réussi.

Il s'agit vraiment de parvenir tous ensemble avec l'État et les communes comme exemple.

Les communes participent vraiment très bien, vous le verrez. L'UEL et toute cette communauté, toutes les entreprises participent.

Et en fait, la population sera plus motivée, si tous les autres acteurs de la société le font.

Ils sont motivés pour le faire aussi.

[Journaliste]

Dernière question : je ne sais pas combien de personnes partagent l'avis, mais l'ADR dit que les prix de l'énergie augmentent parce que vous avez décidé des sanctions contre la Russie.

C'est une question pour monsieur le Premier ministre.

[Xavier Bettel]

C'est difficile de trouver les mots.

Est-ce que ... on aurait dû laisser faire lorsqu'un grand voisin attaque un autre pays voisin en Europe ?

Est-ce qu'il n'aurait pas fallu réagir lorsque nous avons été attaqués par un grand voisin ?

Je suis très content - soyons vraiment solidaires - en essayant d'éviter une troisième guerre mondiale et d'essayer par le biais de sanctions de trouver une solution.

Il faudra voir si ces sanctions seront couronnées de succès.

Les moyens sont limités, mais je suis fier que l'Union européenne défende les valeurs de la démocratie et de l'État de droit international et des droits des peuples de vivre en liberté et je suis content que nous ayons pu maintenir cela et monsieur Kartheiser doit se poser cette question.

Je suis content que des gens qui n'étaient pas nos voisins sont venus pendant la deuxième guerre mondiale pour nous libérer et ne pas réagir n'est pas une option.

[Claude Turmes]

Bon, j'ai été choqué par certaines énoncés.

Depuis ces déclarations de monsieur Kartheiser, il est plus clair où il se positionne politiquement.

C'est la même position que celle de l'AFD, de Le Pen, différents représentants de l'Italie.

C'est la même position. Bon, je crois que cette interview à la radio a rendu les choses beaucoup plus claires à cet égard.

[Xavier Bettel]

Monsieur Turmes a une réunion à 14 heures.

[Journaliste]

Paperjam. Des sujets un petit peu plus légers, cette dernière question, mais je voulais juste vous demander monsieur Bettel: vous avez dit tout à l'heure que chacun de la tripartite doit être prudent et solidaire.

Est-ce que c'est une manière de dire que la manière de faire de "déi gréng" cette semaine, d'avoir une proposition finalement indépendante, n’était peut-être pas la meilleure façon de faire justement selon vous.

[Xavier Bettel]

J'ai dit au préalable que je suis chef de gouvernement et il y a des représentants de "déi gréng" et de la "LSAP" et de la "DP" dans le gouvernement et ensemble nous faisons la politique nous trouvons adéquate et je ne vais pas partir dans une surenchère à cet égard.

Les discussions que je mène sont au niveau du gouvernement. Nous sommes tout à fait d'accord et du coup on est là, ici, tous les deux, pour vous prouver justement qu'il n'y a pas une feuille de cigarette entre les partis du gouvernement pour ce qui est de l'analyse des partis de la coalition.

En tout cas, entre les membres du gouvernement.

[Journaliste]

J'étais surprise justement qu'une proposition comme ça "sorte".

[Xavier Bettel]

Je ne suis pas porte-parole de "déi gréng" et je n'organise pas leurs conférences de presse

[Journaliste]

Autre question sur aides. Vous expliquiez tout à l'heure que vous attendiez les résultats de l'accord tripartite.

Est-ce que ça veut dire qu'on aura un bouquet entre guillemets d'aides comme lors des dernières annonces?

On peut s'attendre quand même à des aides qui vont être annoncées ponctuellement ...

[Xavier Bettel]

Monsieur Turmes et moi l'avons confirmé. Cela revient à votre question antérieure d'ailleurs, avec les partenaires sociaux, nous voulons élaborer tout un "package".

Les hausses de prix de l'énergie auront des répercussions sur l'index. Elles ont lancé un turbo pour l'index et il est important pour nous d'analyser tout cela ensemble.

[Journaliste]

Au niveau des aides sur les carburants - donc elles se sont arrêtées il y a deux jours, alors que des pays comme la France à l'inverse ont augmenté leurs aides. Est-ce que ce n'était pas possible entre guillemets de prolonger encore une fois les aides sur les carburants ?

Vous attendez encore d'avoir des accords au niveau de la tripartite pour peut-être avoir de nouvelles aides au niveau du carburant ?

[Xavier Bettel]

Alors on s'était mis d'accord pour prévoir un certain délai.

Il y a une prolongation d'un mois, ça faisait l'objet d'un accord et on a mis en œuvre cet accord.

[Journaliste]

Merci beaucoup.

[Xavier Bettel]

Merci.